



Les directeurs généraux responsables du développement et de l'aide humanitaire des États membres de l'Union européenne et de la Commission européenne, et le directeur général administratif du Service européen pour l'action extérieure

Bruxelles, le 11 octobre 2013.
(2013)3408374

**LETTRE - INSTRUCTIONS CONJOINTES À L'INTENTION DES
AMBASSADEURS DES ÉTATS MEMBRES DE L'UE, DES CHEFS DE
DÉLÉGATION DE L'UE, DES CHEFS DES BUREAUX LOCAUX D'ECHO DANS
LES PAYS SUJETS AUX CRISES EN CE QUI CONCERNE LA MISE EN OEUVRE
DE L'APPROCHE DE L'UE À L'ÉGARD DE LA RÉSILIENCE**

Le 28 mai 2013, le Conseil a adopté ses conclusions sur l'approche de l'UE à l'égard de la résilience, mettant en lumière le soutien ferme que les États membres apportent à la communication de la Commission d'octobre 2012, intitulée «L'approche de l'UE sur la résilience: tirer les leçons des crises de sécurité alimentaire», par laquelle la Commission européenne s'est engagée à renforcer la résilience dans les pays exposés aux crises et a établi que, dans les pays en proie à des crises récurrentes, le renforcement de la résilience constituera un objectif central de l'aide extérieure de l'UE.

Tout en mentionnant le soutien inconditionnel des États membres en faveur de l'approche sur la résilience telle qu'exposée dans la communication, le Conseil appelle, dans ses conclusions, à une vision plus large. C'est au niveau de la sécurité alimentaire et nutritionnelle que la résilience a fait son entrée, mais la fragilité, les risques naturels et l'incidence croissante du changement climatique, avec souvent, en toile de fond, une démographie galopante, concourent également à une plus grande vulnérabilité, qui devrait être traitée dans le cadre de l'approche de la résilience.

Le **plan d'action de l'UE pour la résilience**, publié le 19 juin 2013 (joint en annexe), pose le cadre en vue de la poursuite et de l'intensification des efforts de l'UE concernant le renforcement de la résilience à différents niveaux (de l'action politique et des mesures de promotion aux outils et méthodes) et dans un nombre croissant de pays et de régions.

L'approche de la résilience permet d'améliorer l'efficacité de la démarche collaborative de l'UE, réunissant l'aide humanitaire, la coopération au développement à long terme et l'engagement politique constant. Une fois qu'elle sera mise en oeuvre, nous attendons de cette approche qu'elle aboutisse à une réduction des besoins humanitaires et à l'obtention de gains plus durables et équitables dans le domaine du développement.

Le renforcement de la résilience doit être fondé sur une planification stratégique réunissant l'aspect humanitaire et le développement, reposant sur i) l'analyse conjointe des points faibles et des risques, ii) la focalisation sur les régions et les populations les plus vulnérables; iii) des objectifs et des priorités partagés, iv) des actions coordonnées et enfin v) une évaluation et un suivi réguliers.

Compte tenu des multiples causes de vulnérabilité et de fragilité, les actions de renforcement de la résilience doivent être durables, plurisectorielles, impliquer plusieurs niveaux et plusieurs partenaires, et associer les populations touchées ou menacées, les collectivités, les autorités et la société civile. Le renforcement de la résilience devrait pouvoir s'appuyer sur les partenaires dans les domaines de l'aide humanitaire et de l'aide au développement, en fonction de leurs rôles et mandats, à court, moyen et long termes, et faire l'objet d'une coordination. La programmation conjointe de l'UE et de ses États membres a les moyens de jouer un rôle clé à cet égard.

Dans ce contexte, et dans le droit fil de ce que le Conseil a préconisé dans ses conclusions, il faut maintenant veiller à ce que le renforcement de la résilience soit intégré tout au long de la programmation et du cycle de gestion des projets. Nous nous attendons donc à ce que la résilience **soit intégrée dans notre programmation** (humanitaire/développement/UE/États membres) **en tant que priorité** afin que l'aide extérieure de l'Union puisse réellement faire la différence pour les populations les plus vulnérables.







À cet effet, nous encourageons vivement les délégations de l'UE, les ambassades et missions des États membres ainsi que les bureaux locaux d'ECHO à réfléchir ensemble à l'application de l'approche de la résilience dans leurs programmes, de façon coordonnée et cohérente dans toute la mesure du possible. La participation d'autres grands bailleurs de fonds à cette réflexion est également prônée, le cas échéant. Les services de la Commission, la direction générale du développement et de la coopération — EuropeAid et la direction générale de l'aide humanitaire et de la protection civile (ECHO), ainsi que le Service européen pour l'action extérieure (SEAE) seraient heureux de pouvoir contribuer au bon déroulement de ce processus, en tant que de besoin.




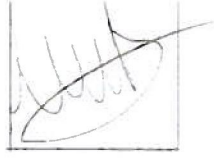



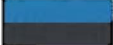
Nous ferons régulièrement le point de la mise en œuvre du plan d'action pour la résilience et des progrès collectifs réalisés. Il est clairement attendu de l'UE qu'elle fasse avancer l'agenda en matière de résilience. Joindre le geste à l'engagement et au dialogue politiques devrait désormais être la priorité de tous, afin d'obtenir, ensemble, de meilleurs résultats sur le terrain.









Nous vous prions d'agréer l'expression de notre plus haute considération.


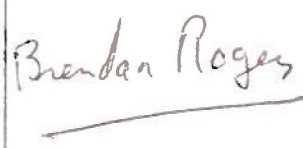






[Signed 30 DGs +COO-EEAS]




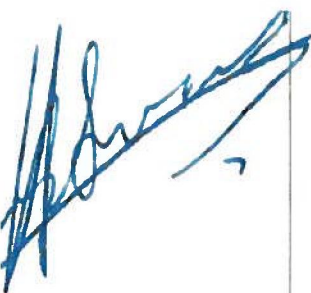




Annexe: Plan d'action pour la résilience dans les pays exposés aux crises

| | | | |
|--|---|---|--|
|  |  |  |  |
| Michael Linhart Ambassador, Director-General, Department of Development Cooperation, Ministry for European and International Affairs Austria | Peter Moors Director General for Development Cooperation, Federal Public Service Foreign Affairs, Trade and Development Cooperation Belgium | Emil Yalnazov Director General for Global Affairs and Human Rights, Ministry of Foreign Affairs Bulgaria | Vesna Batistić Kos Director General for Development, Ministry of Foreign Affairs, Croatia |
|  |  |  |  |

| | | | |
|--|---|--|--|
|  |  |  |  |
| <p>Evangelos Savva Head of Unit for the Department of Development Cooperation, Humanitarian Assistance and International Financial Organisations, Ministry of Foreign Affairs Cyprus</p>  | <p>Ivan Jukl Director General for Bilateral Relations and Development Cooperation, Ministry of Foreign Affairs Czech Republic</p>  | <p>Morten Jespersen Ambassador, Under- Secretary for Global Development & Cooperation, Ministry of Foreign Affairs Denmark</p>  | <p>Andre Pung Director General of External Economic and Development Cooperation, Ministry of Foreign Affairs Estonia</p>  |


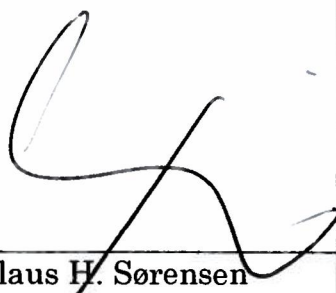




| | | | |
|--|--|---|--|
|  |  |  |  |
| Pekka Puustinen Director General for Development Policy , Ministry for Foreign Affairs Finland | Anne-Marie Descôtes Directrice Générale Direction Générale de la Mondialisation, du Développement et des Partenariats, Ministère des Affaires étrangères France | Uta Bölhoff Director General Federal Ministry for Economic Cooperation and Development Germany | Antonios Zairis Director General for International Development Cooperation, Ministry of Foreign Affairs Greece |
|  |  |  |  |

| | | | |
|---|--|--|--|
|  |  |  |  |
| Gabriella Szücs Head of the Department for International Development Cooperation Department and Humanitarian Aid, Ministry of Foreign Affairs Hungary | Brendan Rogers Director General Development and Cooperation Division, Ministry of Foreign Affairs Ireland | Giampaolo Cantini Director General for Development Cooperation, Ministry of Foreign Affairs Italy | Ivita Burmistre Director of Economic relations and Development Cooperation Policy Department, Ministry of Foreign Affairs Latvia |
|  |  |  |  |

| | | | |
|--|---|--|---|
|  |  |  |  |
| <p>Laima Jurevičienė Director of Development Cooperation Department, Ministry of Foreign Affairs Lithuania</p>  | <p>Martine Schommer Directrice de la Coopération au développement, Ministère des affaires étrangères Luxembourg</p>  | <p>Jonathan Galea Director General, Ministry for Foreign Affairs Malta</p>  | <p>Rob Swartbol Director General, Ministry of Foreign Affairs Netherlands</p>  |

| | | | |
|--|--|---|--|
|  |  |  P.O. |  |
| Barbara Szymanowska Director, Development Cooperation Department Ministry of Foreign Affairs Poland | Ana Paula Laborinho President of Camões - Instituto da Cooperação e da Língua I.P. Portugal | Cornel Feruta Director General Political Affairs Ministry of Foreign Affairs Romania | Roman BUŽEK Director General Directorate General for International Organisations, Development Assistance and Humanitarian Aid, Ministry of Foreign and European Affairs Slovak Republic |
|  |  |  |  |

| | | | |
|---|---|--|---|
|  |  |  |  |
| <p>Mitja Strukelj</p> <p>Director General for International Development Cooperation and Humanitarian Assistance, Ministry of Foreign Affairs Slovenia</p> | <p>Javier Hernandez</p> <p>Deputy Director General, Ministry of Foreign Affairs Spain</p> | <p>Ann-Sofie Nilsson</p> <p>Director General for International Development Cooperation, Ministry of Foreign Affairs Sweden</p> | <p>Nick Dyer</p> <p>Director General, Policy and Global Issues, Department for International Development United Kingdom</p> |
|  |  |  |  |

| | | |
|--|---|---|
|  |  |  |
| <p>Fokion Fotiadis Director General Directorate General for Development and Cooperation- EuropeAid, European Commission</p> | <p>Claus H. Sørensen Director General Directorate General for Humanitarian Aid and Civil Protection, European Commission</p> | <p>David O'Sullivan Chief Operating Officer European External Action Service</p> |
|  |  |  |